

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Boulevard George Sand
36 000 CHATEAUROUX

CHATEAUROUX, le 26/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

IMERYS CERAMICS FRANCE

La Gare
BP 7
36220 TOURNON ST MARTIN

Références : VAT 2022 0626
Code AIOT : 0010004622

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2022 dans l'établissement IMERYS CERAMICS FRANCE implanté Les Hautes Maisons, Les Chirioux, Les Fontenelles de Durtalle 36220 MARTIZAY. L'inspection a été annoncée le 16/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IMERYS CERAMICS FRANCE
- Les Hautes Maisons, Les Chirioux, Les Fontenelles de Durtalle 36220 MARTIZAY
- Code AIOT : 0010004622
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La carrière IMERYS est située au lieu-dit "Les Maisons Hautes" sur le territoire de la commune de MARTIZAY. Le matériau exploité est de l'argile. L'extraction est réalisée à sec. La superficie autorisée est de 13ha50a95ca pour une superficie exploitable de 7ha10a.

Les campagnes d'extraction sont réalisées sur des périodes courtes 3 mois dans l'année à la pelle hydraulique. L'argile extraite est transportée vers l'usine d'Imerys Céramics sur la commune de Tounon Saint Martin afin d'y être traitée.

Lors de la visite d'inspection, le site était à l'arrêt sans aucune activité. La campagne d'extraction de 2022 est terminée. Le bungalow a été transféré sur un autre site de la société Imerys avec les fiches et les consignes de sécurité.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Les suites de l'inspection du 3 octobre 2019 ;
- l'exploitation de l'installation : extraction, bornages (bornes et bornes de nivellement), plan et suivi d'exploitation...
- la gestion des déchets : le dernier plan de gestion des déchets pour le site, les registres...
- les garanties financières ;
- les mesures ERC liées à la biodiversité.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Ravitaillement et Entretien	Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 7.4.5	NC 2 du 03/10/2019	Lettre de suite préfectorale	60 jours
5	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 2.3.4.1	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
13	Biodiversité	Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 10.4.1	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
15	Modifications - porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 1.7.1	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
16	Circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 24/09/2018, article 3.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 2.2.2.	D1 du 03/10/2019	Sans objet
7	Suivi annuel d'exploitation - Plan annuel	Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 9.4.1	/	Sans objet
9	Suivi annuel d'exploitation - Mesures de bruit	Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 9.2.3.1	/	Sans objet
14	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 BIS	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 2.3.3.	D2 du 03/10/2019	Sans objet
4	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 1.2.3	/	Sans objet
6	Suivi annuel d'exploitation - Apports extérieurs	Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 2.4.3.2.1	/	Sans objet
8	Suivi annuel d'exploitation - S1-S2-S3 -GF	Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 9.4.1	/	Sans objet
10	Biodiversité - décapage	Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 10.1.1.1	/	Sans objet
11	Biodiversité - mesure de réduction	Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 10.2.1	/	Sans objet
12	Biodiversité - zone humide	Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 10.3.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les fiches ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Ravitaillement et Entretien

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 74.5
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : NC 2 du 03/10/2019
Prescription contrôlée : Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un séparateur d'hydrocarbures permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.
Constats : L'aire de ravitaillement n'est pas entourée par un caniveau. Le séparateur d'hydrocarbure n'a pas fait l'objet d'un nettoyage annuel.
Observations : Par message électronique du 10 décembre 2019, l'exploitant avait indiqué pour la campagne 2019 que l'aire étanche n'a pas pu être créée. L'emprise au sol n'était pas disponible en attendant les résultats du diagnostic archéologique. Une aire de ravitaillement reliée à un séparateur d'hydrocarbures devait être mise en place pour la campagne de 2020. Lors de l'inspection, il a été constaté la présence d'une aire de ravitaillement bétonnée avec un rebord uniquement sur la partie haute. Sur cette partie haute, un avaloir conduit les liquides vers un séparateur à hydrocarbures. L'exploitant précise que le couvercle du regard sur le séparateur va être changé afin d'être à la bonne taille (celui actuellement mis en place est trop petit). Par ailleurs, il a été constaté l'absence des rebords sur deux côtés de l'aire de ravitaillement. Le séparateur d'hydrocarbure date de 2020, aucun nettoyage ni pompage n'a eu lieu. L'inspection rappelle que ces actions sont à réaliser au minimum une fois par an. L'exploitant précise que ce site fonctionne 3 mois de l'année. L'exploitant devra transmettre le bon d'intervention du nettoyage du séparateur d'hydrocarbure. Le jour de l'inspection, la carrière était à l'arrêt et aucun véhicule sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 2.2.2.
Thème(s) : Situation administrative, Aménagements : bornage
Point de contrôle déjà contrôlé : D1 du 03/10/2019
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none">- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;- le cas échéant, des bornes de nivellement ; Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Les bornes ne sont pas identifiées sur le plan et non visibles sur le site.
Observations : L'exploitant précise que suite à la dernière inspection, les bornes ont été dégagées . Lors de l'inspection, la présence des bornes n'a pu être contrôlée car non repérées sur un plan et non visibles sur le site. Ce point a déjà fait l'objet d'une demande en 2019. L'exploitant précise que la personne en charge du suivi des bornes n'est pas présente. L'inspection rappelle que ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. L'inspection a demandé à l'exploitant de mettre en place un contrôle de ces bornes régulièrement et de les représenter sur un plan. L'exploitant devra transmettre une photo avec le plan de chaque borne pour ce site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 2.3.3.
Thème(s) : Situation administrative, patrimoine archéologique
Point de contrôle déjà contrôlé : D2 du 03/10/2019
Prescription contrôlée : Dans le cas où des prescriptions archéologiques ont été édictées par le préfet de région en application du titre II du livre V du code du patrimoine relatif à l'archéologie préventive, la réalisation des travaux est subordonnée à l'accomplissement préalable de ces prescriptions. Un mois avant minimum, l'exploitant informe par écrit la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Centre (service régional de l'archéologie) de la date prévue pour les travaux de décapage. Une copie de ce courrier est transmise à l'inspection des IC.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Lors de l'inspection, l'exploitant a transmis, le rapport du diagnostic réalisé par l'INRAP en 2019. Les conclusions sont les suivantes : <i>« Au vu des résultats de cette opération, je suis d'ores et déjà en mesure de vous informer que le terrain concerné ne donnera lieu à aucune prescription postérieure. Le terrain est donc libéré de toute contrainte au titre de l'archéologie préventive. »</i> Par ailleurs, l'inspection rappelle qu'en cas de découverte fortuite de vestiges archéologique, l'exploitant a obligation d'en faire la déclaration immédiate auprès des services compétents conformément à l'article L.531-14 du code du patrimoine.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Suivi annuel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 1.2.3
Thème(s) : Situation administrative, Matériaux extraits et quantités autorisées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les matériaux extraits sont de l'argile. La production maximale de matériaux extraits de la carrière est de 20 000T/an (avec une moyenne sur 5 années glissantes de 7800T/an). La quantité autorisée à extraire est de 156 000 tonnes.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : L'exploitant indique que l'ensemble de l'extraction d'argile est acheminée sur le site de Tournon Saint Martin (37). 178 tombereaux ont évacué des matériaux de ce site en 2021. L'extraction est donc de 4 000 tonnes pour cette même année.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Suivi annuel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 2.3.4.1
Thème(s) : Situation administrative, côte NGF, front, fond de fouille et pente de piste
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le carreau de carrière a pour côte minimale 83 m NGF. L'extraction, effectuée à sec au moyen d'une pelle hydraulique, sera composée de 2 fronts : un premier de 10 m depuis le fond de fouille puis un front variant de 3 à 5 m jusqu'au terrain naturel. La pente maximale est de 45°. Le fond de fouille doit toujours se situer à au moins 5 m au-dessus de la côte des plus hautes eaux connues.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que le fond de fouille est toujours situé à au moins 5 m au-dessus de la côte des plus hautes eaux connues. L'exploitant indiquera la largeur des banquettes de la carrière.
Observations : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le plan transmis en février 2022. La côte minimale est à 85,01 m NGF sur le plan présenté. Le site ne dispose pas de piézomètre. L'exploitant n'a pas mis en place de moyen de contrôle permettant de justifier que le fond de fouille est toujours situé à au moins 5 m au-dessus de la côte des plus hautes eaux connues. L'exploitant devra justifier de ce contrôle. L'extraction est effectuée à sec au moyen d'une pelle hydraulique. La présence de 2 fronts a été constatée conformément aux dispositions du dossier initial. La largeur des banquettes qui séparent les fronts doit être suffisamment large pour permettre la circulation des engins et piétons. Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la largeur des banquettes du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : Suivi annuel d'exploitation - Apports extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 2.4.3.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Remblayage partiel de l'excavation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les apports de matériaux extérieurs sont limités à 2400T/an (1500m3). Ces derniers ne sont admis qu'à des fins de remblaiement de l'excavation.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Depuis l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2018, aucun apport extérieur n'a été admis sur la carrière de Martizay. L'exploitant précise que sur d'autres carrières Imerys, des apports extérieurs y sont admis et qu'il dispose des registres en vigueur pour la réception de ces matériaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Suivi annuel d'exploitation - Plan annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 9.4.1
Thème(s) : Situation administrative, suivi annuel d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment : <ul style="list-style-type: none"> – les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, son abord dans un rayon de 50 m, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ; – les bords de la fouille ; – les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ; – l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ; – les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ; – les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs ; – le positionnement des fronts ; – la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection.
Constats : Le plan d'ensemble est incomplet : absence les abords dans un rayon de 50 m et l'emplacement des bornes.
Observations : L'exploitant a présenté le plan transmis à l'unité départementale en février 2022. Sur celui-ci, il manquait les abords dans un rayon de 50 m et l'emplacement des bornes.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Suivi annuel d'exploitation - S1-S2-S3 -GF

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 9.4.1
Thème(s) : Situation administrative, suivi annuel d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières seront mentionnés et explicités. [...] Un rapport annuel d'exploitation présentant les différentes quantités extraites, les volumes de remblais amenés, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, eau, vibrations, etc.), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation sera annexé au plan sus-nommé.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Les valeurs S1, S2 et S3 sont consignées dans le rapport annuel d'exploitation de 2021. Les valeurs sont conformes aux valeurs autorisées. Le montant cautionné actuellement au titre des GF est conforme avec l'avancement de la carrière et de l'arrêté d'autorisation. L'exploitant précise que depuis l'ouverture du site aucun accident ou incident n'a été déclaré sur ce site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Suivi annuel d'exploitation - Mesures de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 9.2.3.1
Thème(s) : Situation administrative, suivi annuel d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans les 6 mois suivants la notification du présent arrêté, puis périodiquement, au minimum tous les 3 ans.
Constats : L'exploitant devra transmettre une copie du rapport de mesure dès réception de celui-ci en 2023.
Observations : L'exploitant a présenté un rapport de mesures des niveaux de bruit sur le site. Celui-ci a été effectué par le bureau VERITAS du 25 au 26 septembre 2019. Les conclusions de ce rapport indiquent que les mesures sont conformes aux prescriptions. L'inspection précise que ce contrôle est à renouveler tous les 3 ans. Actuellement, la carrière est à l'arrêt. Ces mesures sont à réaliser en période d'activité. L'exploitant s'est engagé à demander la réalisation de ces mesures dès la reprise de l'exploitation à l'été 2023 et de nous transmettre une copie de ce rapport dès réception.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Biodiversité - décapage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 10.1.1
Thème(s) : Autre, Mesures d'évitement : travaux et zones de travail
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les travaux de décapage sont effectués en dehors des périodes de sensibilité des espèces ; ils sont interdits d'avril à juillet inclus, période de reproduction de l'avifaune. Les zones humides sont évitées : – mares et zones présentes sur la partie Nord de la carrière ; – mare à l'Est où le triton crête a été observé.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Les travaux de décapage ont été effectués en dehors des périodes de sensibilité des espèces et notamment en dehors des périodes de reproduction de l'avifaune. En 2022, aucun travail de décapage n'a été effectué. En 2021, ils ont eu lieu en octobre, novembre et décembre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Biodiversité - mesure de réduction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 10.2.1
Thème(s) : Autre, Mesures de réduction : périmètre et description
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : De manière à protéger les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, l'exploitant prend les dispositions suivantes : 1 – le comblement des mares temporaires (points bas où les eaux ruissellent afin d'y être décantées avant pompage et relargage dans les fossés périphériques) non évitées est effectué entre juillet et janvier, hors de la période de reproduction des amphibiens et après création d'une mare de substitution. 2 – La mise en place d'un filet sur le front de taille début mars, avant l'arrivée des guêpiers les orientera vers d'autres talus plus favorables sur la carrière qui ne seront pas impactés pendant la période de reproduction. La mise en œuvre de ces mesures doit respecter les prescriptions énoncées ci-dessus, conformément à l'étude d'impact présente au dossier de demande d'autorisation.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Depuis 2018, aucun comblement de mares sur ce site n'a été réalisé. L'exploitant a présenté des photos de son site suite à la mise en place de filet en 2022 (de mars à juin) sur les talus. Par ailleurs, des hirondelles se sont nichées sur un des fronts, l'exploitant a précisé qu'il avait différé son exploitation tant qu'elles seraient sur celui-ci.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Biodiversité - zone humide

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 10.3.1
Thème(s) : Autre, Mesures de compensation : périmètre concerné
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation de la carrière entraîne la destruction de 1 700 m ² de zones humides. De manière à protéger les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, l'exploitant prend les mesures compensatoires suivantes : création d'une zone humide de substitution (cf. article 10.3.2.1) Le plan de réaménagement final en annexe du présent arrêté préfectoral fait état des mesures compensatoires mises en place au titre de la destruction des zones humides et de la protection de la faune/flore et habitat. Sur les parcelles concernées par des mesures compensatoires, le stockage de matériaux, l'extraction de matériaux, le décapage des terrains, la circulation des engins d'extraction ou des camions d'évacuation des matériaux et la réalisation de pistes d'accès à la carrière sont prohibés.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : La destruction de 1 700 m ² de zones humides n'interviendra que lors de la phase D d'exploitation. L'exploitant précise que la création d'une zone humide de 3 400 m ² sera réalisée avant la destruction de celle existante et en tout état de cause avant la phase D, afin d'assurer le transfert des espèces.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 10.4.1
Thème(s) : Autre, Mesures de suivi
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un suivi environnemental est réalisé durant toute la durée de l'exploitation de la carrière, ce suivi comprend : <ul style="list-style-type: none"> – la présence et la reproduction de guêpier ; – le suivi de la population d'amphibiens ; – le suivi de travaux pour la mise en place des mesures compensatoires associées à la création de la zone humide ; – l'établissement d'un bilan des gains écologiques.
Constats : L'exploitant n'a pas mis en place de suivi environnemental sur son site.
Observations : L'exploitant met en place les filets sur les fronts concernant la présence et la reproduction de guêpier. La zone humide n'a pas encore été détruite donc les mesures compensatoires n'ont pas été réalisées. Par ailleurs, aucun suivi de la population d'amphibiens n'a été effectué. L'exploitant précise qu'il va mettre en place ce suivi pour l'année 2022-2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 14 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 BIS
Thème(s) : Risques chroniques, plan de gestion des déchets d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; -en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; -une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ; -les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p> <p>Constats : Le plan de gestion des déchets d'extraction initial résultant du fonctionnement de la carrière n'a pas fait l'objet d'une transmission à la préfecture. Le plan de gestion des déchets est incomplet celui-ci devra être à compléter conformément à l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22/09/1994.</p> <p>Observations : L'exploitant a transmis un plan de gestion des déchets d'extraction initial résultant du fonctionnement de la carrière, celui-ci n'est pas daté et n'a pas fait l'objet d'une transmission à la préfecture.</p> <p>A la lecture de ce plan, l'exploitant devra préciser la caractérisation des déchets et transmettre une estimation des quantités totales des déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation. Une partie des stériles étant valorisés immédiatement pour le remblaiement de la carrière, ils ne sont pas à prendre en compte dans le plan de gestion.</p> <p>L'exploitant devra compléter son plan de gestion en détaillant et en précisant:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles, - la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; - les modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; - un plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;

<ul style="list-style-type: none"> - les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; - les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol .. etc.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Modifications - porter à connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 1.7.1
Thème(s) : Risques chroniques, porter à connaissance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
Constats : L'exploitant n'a pas sollicité de modification de son phasage.
<p>Observations : L'exploitant a débuté l'extraction de la phase B. L'exploitant indique que les matériaux extraits en phase B ne sont pas de bonne qualité. L'exploitant justifie le fait qu'il a donc commencé à exploiter une partie de la zone C en même temps que le début de phase B. L'extraction des deux phases lui permet d'avoir une qualité suffisante en mélangeant l'argile.</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis de porter à connaissance avant les modifications du phasage de la carrière. Par ailleurs, l'exploitant précise que les valeurs S1,S2 et S3 ne seront pas être modifiées. Les surfaces en chantier ou de découvert ou d'extraction resteront les mêmes. L'exploitant devra donc transmettre un porter à connaissance.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 16 : Circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/2018, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Accès - Zone dangereuse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...] L'ensemble des installation est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture se situe au minimum à 10 mètres des bords de l'excavation. [...] L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. [...] Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et, d'autre part, à proximité des zones clôturées.</p>
<p>Constats : Absence de clôture entre le champ et le bassin de décantation Absence de pancarte sur le chemin d'accès signalant le danger (carrière et noyade)</p>
<p>Observations : Lors de l'inspection, il a été constaté l'absence de clôture ou tout autre dispositif équivalent au niveau du bassin de décantation. Toute personne se promenant dans le champ peut pénétrer sur le site. De même, il a été constaté l'absence de panneau signalant le danger à ce niveau (carrière et noyade).</p> <p>Il a également été constaté une seule pancarte indiquant la présence de la carrière sur le portail d'entrée et aucune pancarte au niveau des chemin d'accées. L'exploitant devra compléter le dispositif de signalement des risques sur le site et aux abords, en ajoutant des pancartes signalant les dangers liées à la carrière.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à remédier rapidement à l'absence du bout de clôture sur la partie sud du site avec l'ajout de pancartes et la mise en place d'une bouée au niveau du bassin, de même que le nettoyage de celui-ci.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours